



Non au « pacte qui tue » !

Dénoncé comme tel par les nombreuses associations qui sont intervenues pour dissuader les eurodéputés de le voter, le **pacte sur la migration et l'asile** a été adopté le 10 avril avec les voix des euros-députés macronistes de Renew Europe, des partis de droite (PPE) et du groupe des socialistes et des sociaux-démocrates.

La dizaine de règlements et de directives qui le composent peuvent se résumer ainsi : durcissement du contrôle, « filtrage » systématique dès la première entrée, facilités de renvois dès le passage des frontières extérieures de l'UE.

Dès lors qu'ils ont plus de 6 ans, ceux qui arrivent irrégulièrement dans l'UE, verront toutes leurs données personnelles enregistrées dans la base de données Eurodac, y compris leurs empreintes digitales et leur image faciale. Ceux qui sont considérés comme les moins susceptibles d'obtenir l'asile seront maintenus dans des centres de rétention pendant que leur dossier sera examiné de façon accélérée. Les déboutés seront immédiatement renvoyés.

Pour soulager les pays où arrivent le plus grand nombre de migrants (notamment l'Italie, la Grèce et l'Espagne), tous les autres Etats devront participer à la « relocalisation » des demandeurs d'asile et des bénéficiaires de protection internationale. Les Etats auront toutefois la liberté de choisir entre assumer la responsabilité des demandeurs d'asile, apporter des contributions financières ou fournir un soutien opérationnel.

Ce durcissement sans précédent de la politique migratoire à l'échelle de l'Europe est présenté frauduleusement comme une manière de couper l'herbe sous les pieds aux forces, notamment d'extrême-droite, qui font de la lutte contre le « péril migratoire » leur fond de commerce. Mais évidemment les eurodéputés du Rassemblement national et des autres formations d'extrême-droite ont voté contre au motif que ce n'est pas encore assez.

L'adoption par le parlement européen de ce « pacte » a été saluée par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen comme « *un énorme pas en avant pour l'Europe* ». A quelques semaines des élections de juin prochain, c'est surtout un nouveau pas en avant vers une Europe de plus en plus réactionnaire qui refuse d'assumer les conséquences du pillage, des guerres et de la misère dont sont responsables les pays impérialistes.

Nous joignons notre voix à toutes celles des associations, syndicats et forces politiques qui dénoncent ce pacte honteux et cette politique criminelle qui, chaque jour, coûte la vie à des centaines de candidats et candidates à l'exil.

La Commission européenne va présenter d'ici juin un plan de mise en œuvre de ce pacte, qui devra ensuite être approuvé par les Etats membres. La mobilisation contre ce pacte n'est donc pas terminée.

Paris, le 11 avril 2024

Parti Communiste des Ouvriers de France

pcof@pcof.net / www.pcof.net /

facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/